

Questions orales

Dans son budget du 19 avril 1983, le ministre des Finances a déclaré ce qui suit:

... mon premier souci dans ce budget est de venir en aide au million et demi de Canadiens qui sont prêts à travailler, mais ne peuvent se trouver d'emploi.

Dix mois plus tard, le nombre de chômeurs est de 1,473,000 et le ministre prévoit qu'il sera de plus de 1,400,000 cette année et l'année prochaine et qu'il dépassera le 1,100,000 en 1988. Son premier souci est-il toujours de trouver des emplois aux Canadiens? Quand va-t-il passer de la parole aux actes en tenant une promesse aussi louable que celle qu'il a faite en avril 1983?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, aux yeux du député et de son parti, nous sommes toujours en 1983. Pour sa gouverne, je lui rappelle que nous sommes maintenant en 1984 et que nous avons présenté un budget hier pour relancer l'économie et pour aider bon nombre de Canadiens, comme les vieillards, les jeunes, les travailleurs, les agriculteurs, les petits entrepreneurs et les propriétaires de maison. Mon collègue devrait se donner la peine de le lire.

Quant aux chiffres qu'il vient de lancer, je lui rappelle que nous avons créé 40,000 emplois l'année dernière. Un nombre qui se compare très avantageusement avec tout ce qu'on a réussi à faire dans les autres pays industrialisés. J'ai déjà dit aussi que nous allons créer près de 1.6 million de nouveaux emplois au cours des cinq prochaines années. Nous n'arriverons certes pas à supprimer totalement le chômage au cours de cette période pour la bonne raison que c'est chez nous que la main-d'œuvre augmente le plus rapidement. Mon collègue ne l'ignore certes pas.

Nous allons créer des emplois le plus vite possible sans compromettre irrémédiablement la relance générale de l'économie. Nous sommes très au fait de la situation: Jamais, dans toute notre histoire, un gouvernement n'a fait autant pour combattre le chômage. Mais nous comptons aussi sur le secteur privé car nous voulons qu'il soit le moteur de la croissance économique. C'est ce que nous prévoyons qu'il sera l'année prochaine.

M. Crosbie: Une courte question supplémentaire, monsieur le Président.

M. le Président: Avec tout le respect que je dois au député, je rappelle que l'heure prévue pour les questions est maintenant écoulée et qu'il faut passer au débat sur le budget. On prévoit aborder certaines questions au cours de ce débat, semble-t-il. La présidence voudrait que le député de...

M. Crosbie: Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Y a-t-il quelque chose de plus grave que le chômage, monsieur le Président? Il faut faire quelque chose car le temps presse.

M. le Président: La présidence a donné la parole au député alors qu'il était plus de 3 heures et elle...

M. Crosbie: Monsieur le Président, une courte question supplémentaire.

Des voix: Asseyez-vous!

M. Crosbie: Monsieur le Président, nous voyons bien que nous sommes en 1984 lorsqu'on entend le Grand frère répondre à nos questions. Heil Schickelgruber!

M. Trudeau: Le Reichstag a été incendié par des gens comme vous.

M. Crosbie: Et le chômage? Vous dégradez vos fonctions.

M. le Président: La parole est au député de Hamilton Mountain (M. Deans) pour la question de privilège.

M. Crosbie: On nous défend de poser des questions. Vous avez peur qu'on vous parle du chômage.

M. Trudeau: Levez-vous.

M. Ouellet: Farceur.

M. Crosbie: Bons baisers de Russie.

M. Trudeau: Si le chômage vous préoccupe autant, pourquoi avez-vous passé une demi-heure à poser des questions sur des coupures de journaux?

M. Crosbie: Une question supplémentaire, monsieur le Président.

Des voix: Asseyez-vous.

M. Deans: Monsieur le Président, je...

M. le Président: La présidence a rappelé que le débat sur le budget qui s'en vient la préoccupait beaucoup car il faut qu'il se déroule dans les règles. Elle a donné maintenant la parole au député de Hamilton Mountain qui veut soulever la question de privilège.

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. NIELSEN—L'ENQUÊTE PRÉSUMÉE SUR LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je regrette sincèrement qu'on ait consacré tant de temps à cette affaire au cours de la période des questions, ce qui a empêché d'autres députés de poser des questions vraiment sérieuses.

Hier, vous le savez, j'ai formulé des observations à propos de la question de privilège du chef de l'opposition officielle et de la réponse du président du Conseil privé (M. Pinard). L'affaire, en fait, présente si peu d'intérêt que la plupart des députés s'occupent d'autres choses. Moi qui ai écouté avec attention aujourd'hui les propos de l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), du député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) et du premier ministre (M. Trudeau), je dois dire que toute cette affaire me rend malade. En fait, j'en suis si malade que je n'ai cure d'en parler. Décidez comme bon vous semble.

M. le Président: La présidence a dû se méprendre...

M. McKinnon: Il est malade.